

Le CO2 au détail

Autor(en): **Danesi, Marco**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 1716

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024197>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le CO2 au détail

Les appels à la vertu individuelle, à la fibre civique des citoyens et à la responsabilité historique des nations (à l'image de la campagne menée par Al Gore), parasitent parfois d'autres moyens pour encourager la baisse de la consommation des énergies fossiles. Par exemple, l'extension aux particuliers des certificats compensant la production de gaz carbonique. Cet instrument, inventé par le Protocole de Kyoto, autorise les entreprises et les Etats qui produisent moins de CO2 que le quota prévu à vendre leur surplus aux indisciplinés qui le dépassent. Les revenus encaissés visent à promouvoir la diffusion des technologies propres et à contrôler le niveau global d'émissions.

Conçu pour les collectivités, l'achat des «droits» à polluer pourrait s'ouvrir aux individus. Et c'est bel et bien ce qui arrive déjà. Trois associations basées en France proposent depuis une année des attestations individuelles: tant d'euros compensent tant de kilomètres en voiture. L'argent récolté sert à financer des projets «pauvres» en CO2 dans les pays en voie de développement. Tandis qu'une vignette collée sur le pare-brise signale la conscience environnementale du conducteur. (cf. Libération 30/31 décembre 2006 ; climatmundi.fr ; actioncarbone.org ; co2solidaire.org).

Pourquoi pas alors un véritable marché où l'on négocie son empreinte écologique ? A la bourse du CO2, chacun pourrait monnayer ses trajets à vélo, ses douches tièdes, ses panneaux solaires, son compost hebdomadaire, etc., bref tous les comportements connus qui réduisent la production personnelle de gaz à effet de serre. Les plus zélés proposeraient ainsi des quotas inutilisés à ceux qui ne réussiraient pas à respecter les limites fixées. Bien sûr, il faudrait établir un seuil quantitatif qui départagent les usagers, avec exception et dérogation en cas de force majeure, adapter les dispositifs existant pour mesurer les émissions – compteurs des véhicules, des boilers, du chauffage notamment, sans oublier la certification des données afin de garantir des échanges corrects entre vendeurs et acheteurs. Si bien que les pratiques écologiques pourraient rapporter aux uns et coûter cher aux autres, motivant tout le monde à maîtriser ses abus énergétiques, volontaires ou involontaires.

An Inconvenient Truth

Le film de Al Gore défend l'action individuelle qui contribue autant que des accords internationaux et des lois nationales à lutter contre la pollution. Trier ses déchets, allumer des ampoules économes, vivre à 18 degrés, manger des légumes indigènes soulage la conscience et l'atmosphère. Or l'élan baptiste de l'ex-futur président des Etats-Unis, en vadrouille aux quatre coins du monde, dribble un peu vite les limites de l'engagement volontaire d'une minorité, certes éclairée, mais empruntée face aux chiffres de la déroute climatique qui se prépare. Sans parler des rares pionniers esseulés, prêts à changer de vie au nom d'une société à 2000 Watts. Car la bonne volonté verte ne suffit pas à maîtriser la consommation galopante des ressources naturelles, ni son impact écologique. Le fils d'un producteur de tabac repentí croit cependant à la prière et à la raison. Il prêche ainsi en faveur d'une grande coalition planétaire pour attaquer de front CO2 et réchauffement climatique, ennemis aussi redoutables que le terrorisme.

Marco Danesi (12 janvier 2007)